Année XIX. N° 480. 2 Février 1918.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le doute

Oui, c'est dans le doute, toujours dans le doute que nous agissons. Voilà ce qu'il ne faut pas oublier. Le bien, le mal absolus, sont des inventions des théologiens, des erreurs dans lesquelles il ne nous faut pas retomber. Du passé, nous savons que telles causes ont produit tels effets. Si les effets sont mauvais, et désastreux, détruisons les causes.

Nous sommes instruits, entre autres, de ceci : que le capitalisme, nouvelle forme des privilèges anciens, a plongé l'humanité dans la pire détresse. Pour éviter pareils effets, répétés dans les siècles, il n'est pas d'autre moyen que de supprimer la cause. Telle est ma pensée présente, fondée sur l'expérience du passé. Tous mes efforts tendront à la suppression de l'Etat capitaliste. Mes efforts seront d'autant plus résolus que partant de la connaissance, révélée par la méditation de moi-même, de l'identité fondamentale de tous les individus. Mais, aussitôt ma résolution prise, je dois savoir que j'entre dans les chemins du doute. Entre les moyens d'exécuter ce que j'ai résolu, il me faut choisir dans le doute. Le moyen choisi, il me faut encore l'employer dans le doute, puisque les résultats se produirout dans l'avenir qui, serait-ce le plus proche, m'échappe.

Deux moyens se présentent : la violence ou la persuasion ; les arguments ou les condamnations. Je ne crois pas à la violence. Trop de servilités grouillent aujourd'hui dans la corruption engendrée par le capitalisme pour que les hommes libres puissent l'emporter de vive force. Du moment qu'il s'agit de force brutale, la qualité ne peut suppléer à la quantité.

Tous les jours le nombre des hommes libres augmente. Dans un temps plus ou moins long, je crois que les serviles défenseurs du capitalisme seront en minorité. Si pareil résultat peut être obtenu par les arguments, ce serait vouloir tout gâter que d'employer la violence, qui rendrait des partisans au capitalisme.

Je raisonne là, froidement, à ma table. Je n'endure, en ce moment, aucune souffrance et je me rends bien compte que ce n'est pas tout à fait « vivre ». Aussi dois-je me placer au point de vue de celui qui, en ce moment même, grelotte sous une couverture trop mince (il est cinq heures du matin) et va se lever, pour se rendre en quelque atelier, n'ayant pas en poche l'argent qui permet en route de prendre une bonne tasse de café chaud. Je passe les détails, et les raffinements de souffrance que je connais pour les avoir éprouvés moi-même.

Que celui-là, victime du crime capitaliste, du crime dont sa race est victime de génération en génération, prenne un jour son couteau et tue. Je voudrais bien savoir quel juge digne du nom d'homme pourrait le condamner ? On le condamne pourtant ! On appelle cela rendre la justice !!!

Il me faut aussi me placer au point de vue de l'ouvrier moins malheureux personnellement. Son habileté professionnelle lui vaut plus de bien-être. Mais si, plus intelligent, il a un peu de cœur, il ne peut sans colère être témoin du martyr sans recours de tant de camarades. C'est ainsi que l'identité fondamentale de tous les vivants se manifeste dans un cœur bien placé. Il faut sauver tant de malheureux condamnés par la misère à l'ignorance et par l'ignorance à la misère. La pensée d'un geste violent est la première qui vient à l'esprit. Hélas ! pour être satisfaisant à la colère personnelle et présente, le coup de couteau ne délivre pas les esclaves, les prive d'un défenseur et laisse l'avenir en suspens. Ou combien en faudrait-il ?

La réflexion sérieuse nous conduit au sentiment de notre responsabilité. Non seulement de nous-mêmes aujourd'hui, mais des autres et encore des autres dans l'avenir. Et encore l'expérience nous apprend que la violence toujours répond à la violence. La force dépensée un jour va s'accumuler ailleurs et se détend un jour en sens inverse. On dirait que le sang versé monte, forme des nuages qui tôt ou tard crèvent sur l'humanité.

Le moyen que je préconise, face à face avec ma responsabilité humaine, et soumis à la libre appréciation de chacun, est la préparation de la révolution dans les âmes, dans les pensées. Cette préparation n'est pas sans risques ; acceptons-les chacun à notre manière sous la dictée de notre conscience, et la révolution, je le crois, se réalisera visible le jour où elle sera devenue irrésistible dans les cœurs.

Encore les effets de la révolution se prolongent dans l'avenir et je ne les connais pas. Un des grands arguments contre-révolutionnaires est celui-ci : que sous une forme ou une autre, sous un nom ou un autre, une classe privilégiée sortira de nouveau de la masse. C'est dire que la division des hommes en oppresseurs et en opprimés est inévitable.

D'abord, je ne le crois pas. Si les différences de degrés intellectuels étaient seulement l'effet du hasard, peut-être un petit nombre, plus rusé, devrait-il toujours abuser dn grand nombre de naïfs. Mais le développement intellectuel dépend aussi de la culture. Combien de ces malheureux, combien de ceux qui, leur existence durant, ont stupidement tourné une roue, et qui auraient pris une grande place parmi les intelligents, si dès l'enfance ils n'avaient pas été condamnés à l'abrutissement.

Déjà aujourd'hui les pensées sont plus ouvertes aux idées générales dans la classe laborieuse que dans la société capitaliste. Et une culture accordée à tous donnerait à l'œuvre révolutionnaire d'innombrables défenseurs.

Et puis ! quand même, le mal est là, le capitalisme est là qui dévore l'humanité. Devrait-il ressusciter au lendemain de sa défaite, le plus urgent n'est-il pas de le combattre, quand ce ne serait que pour voir, puisque nous ne pouvons connaître l'avenir ?

Que penserait-on du médecin qui, après avoir ausculté son malade lui dirait : « Vous avez une double pneumonie, je pourrais bien vous guérir, mais, à quoi bon ! un jour ou l'autre vous mourrez d'une maladie quelconque, la même peut-être. Alors autant vaut ne pas vous soigner. »

L'argument de la possible résurrection du capitalisme est aussi mauvais que serait celui du médecin. Après la révolution il viendra autre chose. Quelque chose que nous ne connaissons pas. En attendant l'inconnu, voyons le connu. La maison sociale est pourrie, abattons-la, la nouvelle ne peut pas être pire.

Henry Comte de Fitz-James.

* * *

La question, telle qu'elle l'est dans l'article ci-dessus, ne nous paraît pas bien posée.

Et tout d'abord, il n'y a pas seulement des doutes, il y a aussi des certitudes. Notre correspondant en affirme même une d'une très grande importance, à savoir qu'il faut supprimer l'Etat capitaliste. Il est, comme nous tous, bien certain de cette nécessité ; dès lors, une autre certitude s'impose, et c'est que pour y parvenir nous avons à réaliser les forces matérielles et morales adéquates.

La force peut-elle être confondue avec la violence ? Nous ne le croyons point. Et d'autre part, la force uniquement morale suffirait-elle ? Toute l'histoire répond que non.

Déjà au cours d'une propagande préparatoire persuasion et arguments ne sont pas tout ; il faut une résistance et une révolte de fait qui, provoquant une violente réaction du pouvoir établi, amènent parfois le conflit à son point culminant. Or, juger l'acte du révolté inutile, c'est en somme le condamner moralement, même après avoir repoussé toute condamnation légale.

Un changement d'idées ne devient tangible que par un changement dans la façon d'agir de chacun de nous. Il faut cesser de faire tout ce qui nous est nuisible et expliquer une nouvelle activité à l'avantage de l'individu et de la collectivité.

Comment refuser le travail servile, sans conquérir pour tous les matières premières et les moyens de production ?

Comment refuser d'être soldat sans briser toute force armée de l'ancien régime ?

Pour supprimer la violence, il faut non seulement ne plus obéir à ses ordres, ne plus en devenir l'instrument, mais aussi se mettre en mesure de ne pas en être la facile victime. Car, en somme, c'est du nombre plus ou moins grand de ses victimes que nous jugeons du degré de violence existant dans le monde. L'individu, qui ne se laisse pas conduire à la mort, quels que soient les moyens employés, veut empêcher le règne de la violence ; le travailleur qui s'oppose à son exploitation et revendique la propriété commune de l'outillage, du sol, du sous-sol et de leurs richesses, même s'il s'arme à cet effet, ne lutte-t-il pas contre l'une des formes les plus iniques de la violence ?

Pour faire tomber d'anciennes chaînes, il a toujours fallu recourir aux armes.

La plus dangereuse de toutes les violences, n'est-ce pas celle qui se trouve acceptée, justifiée, consacrée même, du fait de la passivité de ceux qui sont appelés à la subir ?

Ce serait faire de la violence, nous dirions presque une abstraction, que de la faire consister uniquement dans les coups donnés et reçus, et notre correspondant ne le fait pas non plus. Elle est donc représentée essentiellement par les tributs de sang et de travail imposés par le Capital et l'Etat. Ce n'est qu'en devenant assez forts pour les refuser que nous supprimerons les organisations les plus monstrueuses de la violence.

Qu'est donc le total des richesses volées ou des crimes commis contre les personnes par les enfermés de tous les pénitenciers et bagnes, en comparaison des *profits* réalisés par la finance et des hommes immolés par le militarisme, même au cours d'une soi-disant paix, comme celle qui a précédé la conflagration mondiale ? Sans vouloir supprimer le problème de la criminalité et parler de quantités négligeables, proclamons bien hautement qu'il n'y a là que l'exception d'une petite violence malheureuse à côté de l'immense violence triomphante qui domine le monde. Et cette domination doit cesser.

Affirmer sans autre que nous ne voulons pas retourner contre nos maîtres leurs propres armes, c'est les rassurer, les rendre intransigeants, nous dirions presque les convaincre une fois de plus du bien-fondé de leurs privilèges, car le sentiment d'identité est loin d'être répandu parmi les hommes. Est-ce que certaines théories de surhommes et d'élites bien au-dessus du misérable troupeau — théories exaspérantes surtout de la part de personnages plus que médiocres, nuls qui les professent — n'ont-elles pas trouvé des adhérents même dans certains milieux qui se prétendaient d'avant-garde ?

Prenons garde que notre générosité ne soit pas considérée comme un signe de plus de notre infériorité. Leverdays a fait, à ce sujet, quelques réflexions qu'il est utile de reproduire ici :

On a beaucoup parlé, soit autrefois, soit récemment, quand il a été victorieux, de l'esprit magnanime du peuple ; nous ne prétendons point le méconnaître ; assez de faits en ont témoigné. Le cœur du peuple est, en effet, miséricordieux autant que fut toujours dur celui des classes élevées. Mais il fau-

drait cependant comprendre ce que cette dureté signifie, et connaître aussi ce que veut dire la magnanimité de la plèbe. « Qui se fait brebis, dit le proverbe, est mangé par le loup. » Est-il vrai qu'on se fasse si volontiers brebis ? Ou ne serait-il pas plus exact de dire qu'on est mangé du loup parce qu'on est effectivement brebis, c'est-à-dire en état d'infériorité ?... Cela rentre dans la loi générale de la nature vivante.

Nous doutons, quant à nous, que chez une couche sociale qui vient au niveau, surtout quand elle a dû recourir pour se faire jour à ce procédé violent qui s'appelle la Révolution, le sentiment égalitaire s'annonce autant qu'on le dit par la mansuétude fraternelle. Nous aurions plus de motifs de croire qu'il a d'abord pour expression la réciprocité brutale de la vindicte, qui est entre les hommes la forme primitive de l'idée juridique. Lorsque les bourgeois s'affranchirent du joug des nobles, ils se mirent de pair aussitôt en retournant contre le privilège sa propre justice; ils frappèrent sans miséricorde. 93 eût-il la victoire grâce à ses *excès*, comme on les qualifie, ou malgré eux ? On a tant et plus discuté ; la question était mal posée. Ce qui ne serait pas sujet à controverse serait tout simplement d'établir en fait que de pareils actes sont le signe positif que la révolution qui s'affirme avec cette vigueur est arrivée à l'heure de sa maturité. La victoire qu'elle a remportée lui est alors acquise définitivement et sans retour. La classe qu'elle investit a l'âpre conscience de son droit et de sa dignité, le sentiment de sa force ; elle s'installe carrément de plain-pied. Les privilégiés s'assèyent ; le Tiers-Etat s'assied. Ils se couvrent; il met son chapeau. Ils veulent frapper, il guillotine. Cela est net, cela n'admet aucune argutie. Il y a, sans doute, des raisons nombreuses pour que le prolétariat, quand il sera nanti du pouvoir, ne fasse jamais ce qu'ont pu oser les classes lettrées ; mais, tenant compte de tout ce qu'on voudra, nous croyons qu'en définitive il est entré jusqu'à présent, dans sa mansuétude trop vantée, une part notable de faiblesse ; nous y voyons par un côté, à prendre les hommes pour ce qu'ils sont, un témoignage d'asservissement, une marque, un aveu instinctif de l'état d'infériorité d'où il n'est pas encore sorti.

Leverdays parle ensuite de l'exécution des otages par la Commune de 1871 :

Nous avons dit comment, traitée de haut par le gouvernement bourgeois, la menace demeura sans effet pendant plus de six semaines. On peut penser que tout autre pouvoir, qui n'aurait pas été de provenance démagogique, n'eût pas attendu si longtemps. Il est même fort probable qu'ayant voté la loi, il l'eût appliquée aussitôt avec cette rigueur froide qui caractérise la manière des gouvernements réguliers. Celui du 18 Mars n'eut pas cette carrure. Cependant, le décret des otages devait finir par être appliqué : on sait les circonstances. Le mouton, serré par le loup, montra des griffes, ce qui dut nécessairement apparaître monstrueux. Il ne fallut rien moins que l'énormité des exécutions faites dans Paris à mesure qu'y pénétraient les troupes de Versailles pour amener, au dernier moment, cette immolation des otages frappés par la vengeance d'une foule exaspérée. Il est même à propos d'observer que la plèbe, quand elle mit à exécution en fusillant les 54 victimes de la rue du Haxo, le décret de représailles qui ne l'avait pas protégée, se montra plus révolutionnaire que ses chefs, car on sait que la plupart d'entre eux déplorèrent amèrement cette exécution des otages. Il semble que la Commune se soit plus effrayée de sa propre colère qu'elle ne l'a été des vindictes, hors de toute proportion, dont elle a été l'objet.

Ce contraste est remarquable, et l'humilité de la révolution plébéienne est un trait significatif. *Gens de petit état, pauvres hères*... Toujours le vieux dicton. Il y a loin de là, c'est évident, à l'attitude d'une révolution où la classe soulevée se sent et se met de pair avec la classe jusqu'alors dominante dont elle brise la suprématie.

Cette observation nous paraît avoir plus de portée sérieuse que les déclamations sans fin auquel a servi de thème le meurtre des otages. Les déclamations ne font que troubler l'entendement des hommes en même temps qu'altérer les rapports des choses. On n'a pas su ou voulu comprendre que c'était la nature humaine à laquelle on faisait le procès. On s'est étonné qu'après quatre grands jours de bataille des rues et de tuerie, des prisonniers gardés pendant sept semaines entières en vue de l'exécution d'un décret de représailles n'aient pas eu la vie sauve jusqu'au dernier instant de cette lutte effrénée. Mais ce miracle aurait surpassé tout ce que l'Histoire a jamais relaté de plus invraisemblable ! Mais pour qu'il en fût autrement dans les circonstances données, les *Communards* auraient dû être — comment ne le voit-on pas ? — plus que des hommes ou moins que des mollusques. Tant de lymphe qu'on ait dans le sang et si détendue que soit la fibre, celle-ci doit finir à la longue par s'exaspérer. Si même on pouvait être assez impartial pour se mettre, comme l'Histoire doit le faire, au point de vue de ceux qu'elle juge définitivement, on serait obligé de reconnaître qu'à celui du prolétrriat il eût été vraiment par trop misérable que la première mesure prise par un pouvoir émané de lui, en vue de le protéger contre ces allures *haut-la-main* qui sont de tradition chez les classes dominantes, fût restée jusqu'au bout inexécutée. De quelle argile molle, de quelle boue eût donc était fait le cœur de ce peuple ?

Et notre auteur de conclure :

Donc il s'en faut, nous le répétons, que les actes les plus excessifs de la révolution du 18 Mars, quand on les examine froidement, aient été en rapport avec les terreurs fantastiques inspirées jusque là par l'appréhension d'une victoire de la démagogie. C'est même un fait très considérable à noter qu'entre les divers éléments révolutionnaires dont se trouva composé le gouvernement de Paris, celui qui a le moins justifié les craintes entretenues jusqu'alors fut précisément ce croquemitaine du Socialisme dont on avait longtemps fait peur aux petits enfants de nos classes bourgeoises. Les communistes, les partageux, ou pour mieux dire, les représentants de ce prolétariat ouvrier dans lequel réside maintenant la pensée de la Révolution, ont formé à l'Hôtel-de-Ville un groupe à part — quelque chose comme la pierre d'attente d'une révolution ultérieure — qui s'est fait constamment remarquer, au milieu de cette effervescence, par l'étonnante modération de son langage et de son attitude. On ne vit oncques factieux si placides. Cette minorité de la Commune, qui est allée jusqu'à protester par sa retraite contre les violences, plutôt verbales que de fait, auxquelles se laissait entraîner la majorité de la même Assemblée, n'a pris part à aucune des mesures qu'on a, plus tard, appelées les excès de la Commune.

Nous le disons nettement : il n'y a qu'un doute qui nous tourmente, c'est que les peuples, las de privations, de souffrances et de deuils, en arrivent à se résigner à tout, à condition d'avoir la paix, n'importe quelle paix. C'est pourquoi certains pacifistes, n'ayant en vue que le maintien du *statu quo* — et tout ce qu'ils écrivent le prouve — nous révoltent presque autant que les jusqu'au-boutistes. Le monde tel qu'il existait avant ce dernier carnage n'était pas un monde de justice et de paix ; il nous faut *autre chose* et, sachons-le bien, c'est surtout dans la mesure que cette volonté populaire de revendications sociales s'affirmera dans chaque pays que nos maîtres se hâteront de conclure la paix. Les impérialismes en guerre auront vite fait de s'entendre entr'eux, aussitôt que la révolution grondera dans chaque pays.

Aux horreurs du front se sont ajoutées les turpitudes de l'arrière. Nous avons vu une classe hideuse de trafiquants, de mercantis, de pressureurs, d'accapareurs augmenter leurs rapines d'autant plus que la situation s'aggravait. Leur faire rendre gorge, c'est l'une des premières tâches qui s'imposent à nous. Les foules, après avoir tout donné, ne peuvent se considérer comme redevables de n'importe quelle dette. Elles ont à réclamer comme seule indemnité correspondant à l'immensité du sacrifice consenti, l'expropriation de toutes les richesses. Les réparations et les reconstitutions ne pourront que s'opérer au profit de tous et non seulement d'une classe.

Faire se terminer la guerre eu révolution, voilà donc notre programme, qui pose avant tout, nous le répétons, une question de forces. Et nos forces devront être en mesure d'empêcher que l'ancienne violence ait encore le dessus. Regretter de ne pouvoir la supprimer d'un trait ne servirait pas à grand'chose ; l'essentiel c'est de la contenir, de la diminuer, de la frapper dans ses sources mêmes : l'exploitation et l'autorité.

Nos pires ennemis n'ont que trop souvent cherché à confondre l'emploi de la force, un moyen transitoire qui nous est imposé pour résister à leurs usurpations et tyrannies, avec notre but d'émancipation. C'est là une grossière tromperie que nous avons à dénoncer et non pas à justifier par la crainte d'*excès*, qui ne seront en somme rien en comparaison de ceux que chaque jour de guerre voit s'accomplir.

Toute crise, même salutaire, s'accompagne de convulsions et de souffrances. Préférerions-nous donc voir l'humanité vivre éternellement dans la paix de l'esclavage, celle dont certains pacifistes conservateurs se contenteraient si bien ?

En conclusion, la violence la plus redoutable et insupportable demeure celle du Capital et de l'Etat ; l'autre, cherchons à ne pas la laisser s'égarer en de stérilcs vengeances et dirigeons-la vers des réalisations immédiates d'égalité et de justice.

L. B.

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Vendredi 8 Février, à 8 h. 1/2 du soir

CONFÉRENCE par **M. Roorda van Eysinga**

Professeur à Lausanne

Sujet traité :

L'Ecole et l'Individu

Ler Réfractaires et la Guerre

Les journaux suisses les plus conservateurs avouent que les idées antimilitaristes ont fait de grands progrès, ces dernières années, parmi la jeunesse. Cet aveu est presque superflu. La chronique des tribunaux militaires est suffisamment significative. Malgré des condamnations toujours plus rigoureuses le nombre va sans cesse s'élevant de ceux qui sont las de la tyrannie militaire ou qui ne reconnaissent pas à l'Etat le droit de les embrigader pour un dressage de chiens savants qu'on lâche, après une préparation appropriée, sur les travailleurs en grève ou qu'on envoie vers les champs de carnage pour « dégager » un drapeau engagé par d'obscures et louches menées, ou encore pour la sauvegarde d'un honneur national que nul n'ose nettement définir de peur de découvrir qu'il est l'envers de l'honneur tout court.

Ce n'est pas la seule propagande socialiste et anarchiste qui a obtenu ces résultats. Les formidables et sanglants événements qui depuis tantôt quatre ans se déroulent dans le monde ont grandement contribué à ouvrir les yeux des hommes et à les faire réfléchir à la solution de beaucoup de problèmes vainement posés au temps de la paix. Tant que les grands massacres internationaux ne furent redoutés et considérés comme probables que par quelques-uns, que les futures victimes n'y croyaient pas, il était très humain de ne se préoccuper d'aucune mesure de sauvegarde. On s'assure contre l'incendie seulement parce qu'on sait que le feu peut exercer à l'improviste ses ravages. Mais on avait tellement, par le livre et la parole, louangé la civilisation moderne, que s'avisaient de prendre des mesures contre la guerre seulement ceux qui estimaient que nous en étions toujours à la barbarie ancestrale, que le signe d'un adoucissement des mœurs, d'une civilisation nouvelle et vraiment humaine ne serait reconnaissable et certain que le jour où l'équité régirait les rapports entre les hommes. On ne pouvait sincèrement parler de la fin de la barbarie guerrière, tant que subsistait l'odieuse exploitation capitaliste et toutes les iniquités qui l'accompagnent. Il était évident que ceux qui considéraient comme normales les monstruosités sociales qui sont encore celles d'aujourd'hui, ne devaient avoir aucun scrupule de recourir à la guerre, s'ils pouvaient y trouver un intérêt quelconqne. Quand on ne craint pas de s'enrichir et de se gaver au prix de la misère et de la famine da tout un peuple, on ne saurait trouver aucune espèce de considération contre l'envoi de ce peuple à la boucherie, s'il y a avantage à le faire. Faire tuer par les mitrailleuses au cours d'insensés assauts, ou faire périr les gens par la vente de marchandises frelatées, par une exploitation défiant toutes les lois naturelles et hygiéniques, par uue main-mise sur la production qui ne laisse aux producteurs que de quoi prolonger leur calvaire, ce ne sont que des variantes dans l'assassinat, mais le crime n'en est pas moins existant. En cour d'assises, le fait de s'être servi, pour faire trépasser quelqu'un, d'un révolver plutôt que d'un poignard, n'est pas une raison atténuante. Seuls les travailleurs font des distinctions dans les façsns d'être martyrisés. Et c'est pour cela qu'ils acceptaient si facilement les assurances bourgeoises quant à la durabilité de la paix. La non croyance à un conflit armé entre les grandes puissances européennes répondait à la paresse intellectuelle et à l'esprit de soumission qui caractérisaient la masse populaire avant les terribles événements d'août 1914. Croire à la criminalité des dirigeants, penser que la guerre peut cesser d'être une hypothèse pour devenir une épouvantable réalité, faisaient une obligation morale à tous les humains qui n'avaient rien à gagner à un massacre de se liguer pour conjurer définitivement le danger. C'était pour tous une impérieuse nécesside de lutter contre toutes les forces mauvaises qui, à la faveur de l'asservissement économique, complotaient contre l'humanité et l'entraînaient aux abîmes. Il était plus conforme à la nonchalance d'alors de se laisser hercer par une sécurité trompeuse.

Sourde aux objurgations les plus pressantes, la foule ne s'est éveillée qu'au tragique grondement du canon. Mais comme lorsqu'on se réveille en sursaut, il faut quelques instants avant d'avoir une saine notion de la situation, les peuples n'ont pas compris tout de suite de quoi il s'agissait. Au tonnerre de l'artillerie se mêlaient les sonneries des clairons et le roulement des tambours. Connaissant la stupidité des hommes, les rois et les généraux, les ministres et les banquiers donnaient un air de kermesse à cette inaugura-

tion des grands abattoirs patriotiques et internationaux. Les drapeaux claquaient au vent et dans leurs plis se jouaient les rayons du matinal soleil d'août, tandis qu'à l'horizon le ciel rougeoyant semblait déjà tout barbouillé du sang des millions de victimes. Sur les murs s'étalaient les affiches de mobilisation générale qui prévenaient les sujets ou les citoyens — quelle différence à cette heure existait entre les uns et les autres? — des peines à quoi ils s'exposaient en n'obtempérant pas sans délai aux ordres de l'Etat tout puissant. Le profil du gendarme, qui se dessinait à quelques pas, garantissait que les menaces de l'affiche n'étaient pas des mots sans suite.

Les yeux sont maintenant ouverts et peuvent constater que la tragique réalité dépasse le plus épouvantable cauchemar.

Hélas! il est trop tard pour éloigner de nous cette vision d'enfer que le plus fidèle témoin ne saurait décrire avec toutes ses épouvantes. Comme une machine fantastique, l'appareil guerrier est en mouvement et ne s'arrêtera que par la rupture d'un organe vital, si l'on peut parler de vie lorsqu'il s'agit de la machine à tuer. Et les organes de la « grande tueuse », ce sont les peuples qui les forment. C'est à eux qu'il appartient de provoquer la rupture, moyen unique de sauver de la ruine et de la mort ce qui reste à sauver.

Et ceux qui sont hors de la fournaise ont pour devoir de dénoncer tous les vieux mensonges, de proclamer les droits de l'homme, non plus nébuleusement, mais d'une façon nette et précise. Le premier de ces droits est celui à la vie, sans contestation ou restriction d'aucune sorte. *Nul ne peut être contraint de tuer ou de se faire tuer.* C'est la charte de l'avenir. C'est le premier jalon posé par les réfractaires sur la route des libertés humaines. Contre leur refus d'être soldat, aucune objection n'est valable.

— Si tous les Suisses avaient fait comme vous, leur dit-on, le pays serait maintenant la proie des hordes étrangères.

L'argument porte à faux, car il est facile de rétorquer que la Belgique, la Serbie, le Monténégro et la Roumanie ont pris les armes, selon le code de l'honneur nationaliste, et ces pays n'en sont pas moins ravagés et mis à feu et à sang par la soldatesque. En outre, depuis août 1914, comme auparavant d'ailleurs, l'armée suisse ne s'est manifestée comme force active que contre les travailleurs, en quoi elle est toute semblable aux armées des pays voisins.

Mais la question dépasse les frontières helvétiques et englobe tout le problème de la paix. Nul ne peut nier que cette dernière ne sera une réalité le jour où les hommes se refuseront catégoriquement à être des instruments de meurtre entre les mains de gouvernants ambitieux et criminels.

En réalité, ni ici ni ailleurs, les maîtres ne veulent la fin du militarisme. Ils en ont besoin pour perpétuer leur domination. C'est ce qui explique que plus nous approchons de la paix, moins il est question de détruire le militarisme prussien. Cette phrase n'est plus répétée comme une litanie, de peur sans doute que les peuples la prennent au sérieux et étendent la destruction à tous les militarismes.

Les réfractaires ont ouvert une brèche à la façade de l'édifice militaire et guerrier. Aux opprimés du monde de se coaliser pour achever l'œuvre de démolition et, ensuite, édifier le temple de la paix fraternelle sur les ruines des casernes.

A. A.

MISE AU POINT

La presse bourgeoise ayant annoncé la découverte à Zurich d'un dépôt d'armes et de munitions, dans un local loué par un nommé Gino Andrei, qualifie ce dernier d'anarchiste.

C'est faux. Il ne l'a jamais été et n'a jamais appartenu à aucun de nos groupes. Membre du Parti socialiste italien, il en démissionna à la suite de soupçons conçus à son égard et nos comarades de Zurich n'ont eu de rapports avec lui pour l'organisation de soirées en commun avec les socialistes, qu'aussi longtemps que ces derniers lui ont témoigné leur confiance. Il est bon de rappeler, à ce propos, que Gino Andrei s'occupait d'entreprises théâtrales.

Comme la presse ne manquera pas de justifier une fois de plus les mesures exceptionnelles prises à notre égard par le cas Andrei, nous tenons à rétablir la vérité, sans vouloir accabler personne. L'agent ou l'espion d'une puissance quelconque ne saurait être un anarchiste, qui, par définition, est l'ennemi de tout gouvernement.

ÉVANGILE

La révolution illégale

En ce temps-là, advint à Gargadouille, le nain benêt, de disputer avec Maucornu, simple de la ville, sur le sens qu'accordaient aux grands mouvements du populaire, ceux d'entre les scribes des gazettes qui avaient lu dans les livres savants et dont les tablettes demeuraient fort prisées des gens d'esprit.

« Or donc, disait Gargadouille, qu'on considère maître Martin et me dise si ce gazetier illustre de la Ville haute fait bon usage de ce qu'il lui fut donné d'apprendre jadis aux écoles. N'entreprend-il point de philosopher sur les bouleversements sociaux à la manière d'un aveugle-né qui voudrait arguer de l'inutilité de la lumière? »

Ainsi parlant, Gargadouille tendait un numéro du *Journal de Genève*, et, d'un coup de son ongle pointu, en faisait sauter cette perle :

La révolution russe n'a pas de base légale.

Maucornu vrilla un regard luisant dans la prunelle du nain benêt et se prit à sourire, ce qui était son propre de se mettre en colère.

Puis il dit : « Ouais! » Et un silence coula où passaient d'étranges pensées.

Mais Gargadouille reprit : « Le sens critique s'est toujours montrée denrée rare. Cependant, il semble qu'en ces temps, où l'action prend le pas sur le rêve, le nombre des insensés enfle en dehors de mesure. »

Maucornu dit : « Ouais! » Mais il ajouta : « L'intérêt munit d'œillères tous ceux qu'il veut guider. Maître Martin, de la Ville haute, rêve de tout dans les limites de l'horizon que lui tracent ses œillères. Bidet légal, selon la légalité du moment qu'il croit immuable, il s'indigne à la pensée de ceux qui, dépouillés du harnais, regardent partout à l'entour et scrutent tous les lointains. Maître Martin — c'est, du moins, à le présumer — admet la Révolution, la sienne, celle du siècle dernier, celle dont il mange les marrons sans avoir eu le désagrément de les tirer du feu. Et, quiet dans sa jouissance qu'il estime légitime, puisque établie selon sa loi, il ne s'imagine point que sa digestion doive quelque reconnaissance à la violente illégalité.

Pourtant le bonhomme vous rirait au nez s'il vous advenait de prétendre que la bourgeoisie doit son accession au trône au tout-puissant suffrage universel ou à la seule vertu de la gent parlementaire.

Vivant béat, il s'échauffe la bile, tout sincèrement, à songer que des êtres, non contents de leur sort, ruent dans le brancard à la façon que leur enseigne l'exemple des temps passés, cette façon qui a si bien, oh! si bien réussi aux heureux d'aujourd'hui. »

Gargadouille reprit : « Maître Martin serait capable, dictateur, de décréter, pour être ajouté aux codes des libertés populaires : La révolution est autorisée dans les limites du cadre où l'ordre établi donne droit de continuer à ceux qui possèdent. En dehors de ce cadre, *la révolution est illégale.*

Et comme l'histoire nous apprend qu'aucune révolution digne de ce nom ne s'est accomplie sans toucher à la sacro-sainte propriété, la question est résolue : En marchant sur place, les enfants ont l'illusion qu'ils avancent ».

« Ouais! » ponctua Maucornu.

Doux Benoît.

GENÈVE.

GROUPE du RÉVEIL. — Vendredi 1er février, à 8 h, 1/2 du soir, a la Salle du Restaurant Tolstoy, 23, Croix-d'Or, 1er étage : Séance de discussion.

Ordre du jour : 1. La Révolution russe ; 2. Contre les travaux forcés des insoumis et déserteurs.

Invitation à tous.

ENTRE NOUS. — Samedi 2 février, même salle et même heure, le camarade Poucheton fera une causerie sur le sujet suivant : *Soyons nous-mêmes.*

Aux travailleurs suisses

Nous traitons autre part la question de la mobilisation civile de la population suisse, bien qu'il ait suffi d'un commencement de protestation quelque peu énergique, à Zurich et ailleurs, pour que des communiqués officieux soient venus de suite assurer au public que c'étaient là des mesures dont l'application n'était pas imminente.

Malheureusement, aucune assurance n'a encore été donnée concernant les déserteurs et réfractaires étrangers. Il semble bien que nos autorités entendent poursuivre leur mobilisation pour les travaux forcés. C'est ainsi que nous avons appris qu'à Zurich d'autres ouvriers ont reçu leur « ordre de marche ». Plusieurs ne s'étant pas présentés, la police leur donne la chasse.

De même à Lausanne, nous avons appris que des déserteurs et insoumis avaient été convoqués, mais nous n'avons pas encore de nouvelles à leur égard.

A Genève, une commission spéciale a été nommée, qui a fait un premier choix d'indésirables à astreindre aux travaux forcés, en y comprenant plusieurs de nos camarades, *uniquement parce qu'anarchistes et dénoncés comme tels.* Espérons ne plus entendre la sottise que les bourgeois auraient nous ne savons quelle sympathie particulière pour nous.

La question qui se pose aujourd'huj est celle-ci : la classe ouvrière suisse, après avoir eu, du moins pour le moment, gain de cause pour elle-même, se montrera-t-elle si peu avisée pour abandonner à leur propre sort les camarades étrangers ?

Nous avons entendu affirmer le contraire à Genève, Lausanne, Bienne et Zurich. Nous espérons qu'il en a été de même ailleurs aussi. Mais il n'y a pas de temps à perdre. Il faut parler haut et ferme, comme il convient à un peuple que tout le monde s'accorde à proclamer le plus *souverain* du monde. Il s'agit en somme de prendre au sérieux ce qu'on s'est plu à nous répéter si souvent et d'agir en conséquence.

Ne nous laissons pas égarer par une discussion sur l'utilité et les conditions des travaux. Posons avant tout le principe qu'aucun travail forcé ne saurait être admis. Et ne dénonçons les conditions particulièrement dures auxquelles sont soumis les déserteurs et insoumis mobilisés que pour démontrer l'incapacité du militarisme à s'acquitter humainement de n'importe quelle tâche, et non pas à seule fin de demander un *esclavage amélioré.*

A remarquer qu'un soldat est rappelé sous les armes pour une période donnée, tandis qu'insoumis et déserteurs n'ont même pu savoir quand leur condamnation — et c'en est bien une! — prendrait fin. M. Guinand, qui est avocat, sait qu'à part les rares cas de condamnations à perpétuité, les criminels eux-mêmes apprennent combien durera leur détention.

Nous soulignons cette cruauté pour mieux démontrer l'iniquité de la mesure prise, mais, encore une fois, c'est le droit de l'Etat d'imposer un travail que nous contestons absolument. Par l'impôt, il prélève déjà une forte partie du produit de notre activité ; ne nous laissons pas enlever le choix de celle-ci et le droit d'en discuter le prix.

Que tous les salariés comprennent bien la menace qui pèse sur eux, surtout à un moment où le renchérissement de la vie s'accuse davantage presque chaque jour. Certes, l'économie bourgeoise a des problèmes difficiles à résoudre, mais elle n'en voit la solution qu'en sacrifiant toujours les plus pauvres. Or, c'est précisément à ces derniers qu'il s'agirait au contraire et surtout de venir en aide.

Le Capital ne le peut et surtout ne le veut point. Nos autorités ont alors songé à une sorte de production *communiste* avec une propriété toujours *privée.* L'iniquité n'en est que trop évidente.

Travailleurs suisses, à travers l'esclavage imposé aux insoumis et déserteurs, c'est le vôtre qui se prépare. Ici l'intérêt, aussi bien que la solidarité, vous imposent d'agir fermement et sans tarder.

SALLE COMMUTALE DE PLAINPALAIS

Samedi 23 Février, à 8 h. 1/2

SOIRÉE du RÉVEIL

avec le gracieux concours
d'artistes et d'amateurs distingués

TOMBOLA

Notre prochain numéro donnera le Programme détaillé. Les dons pour la Tombola seront reçus avec reconnaissance à notre Administratiou, rue des Savoises, 6.

Parabole du Réservoir d'Eau

Prix : 5 centimes ; le cent, 3 francs

Où allons-nous ?

Voilà la question que chacun se pose en lisant les communiqués successifs publiés par la presse. Presque chaque jour nous en apporte un nouveau, aussi lorsque paraîtront ces lignes, aurons-nous d'autres renseignements encore. Ce que nous connaissons déjà est assez édifiant et mérite bien qu'on s'y arrête.

Voici donc un premier document :

Des trente mille déserteurs et réfractaires étrangers qui se trouvent actuellement en Suisse, on projette d'en employer, pour le moment, dix à quinze mille à des travaux agricoles. Les premiers appelés seront les célibataires, ceux qui n'ont pas de domicile fixe, ni d'occupation précise.

L'organisation de ces détachements se fera d'après nos prescriptions militaires. Des compagnies de cent à cent cinquante hommes, composées des ressortissants d'un même groupe de puissances, seront formées. Au point de vue de la solde el de la subsistance, ces mobilisés seront mis sur le même pied que les soldats suisses. Le commissariat des guerres pourvoira à leur ravitaillement.

On examinera prochainement à Berne les différents projets d'amélioration du sol qui entrent en ligne. Il s'agit tout d'abord de la grande plaine de la Linth, où travailleront trois ou quatre compagnies. Dans la plaine du Rhône, on détacherait quatre compagnies, deux ou trois autres seront occupées à l'assèchement et à la mise en culture de la plaine d'Orbe. Des détachements seront mis à la disposition des cantons qui en feront la demande pour mener à bien les entreprises projetées.

Linth, Rhône, Orbe ! Bientôt il sera question de tous les fleuves et rivières de la Suisse. Et ce n'est certes pas nous qui voudrions y trouver à redire, si notre chère Confédération reconnaissant enfin tous travaux de fortification inutiles, voulait employer les centaines de millions jetés dans le gouffre du militarisme, à assécher, drainer, défricher les plus grandes surfaces possibles, N'est-il pas bien certain, par exemple, que tous les forts du Saint-Gothard, de Saint-Maurice et d'ailleurs ont été construits et amenagés aussi chèrement que vainement?

Rien de mieux que de passer aux travaux d'utilité publique la plus grande partie du budget militaire, mais il ne s'agit pas de cela !

Nos autorités cantonales et fédérales veulent se livrer à une exploitation intense du travail productif et le payer d'une façon dérisoire, précisément pour continuer leur gaspillage militariste insensé. Déjà avant le renchérissement actuel de la vie, le coût d'un soldat sur le pied de guerre étail calculé à dix francs par jour. Pourquoi ne pas calculer au même taux l'ouvrier ou le paysans appelé à cette tâche primordiale : permettre au pays de vivre de ses propres ressources, alors que celles du dehors deviennent de plus en plus rares?

Nous n'entendons nullement contester que la situation exige de grands remèdes, mais à condition de n'affamer ni d'opprimer personne. La Suisse a toujours trouvé des milliers d'ouvriers pour ses grandes entreprises, et cela sans militarisation aucune. Si des économies doivent être faites, que ce ne soit donc pas sur des travaux proclamés d'utilité publique, mais sur les autres dont l'utilité est *privée*... ou problématique !

Mais le nouveau communiqué que voici a paru la semaine dernière :

BERNE, 21. — Lundi, a siégé à Berne, une conférence convoquée par le Département militaire pour discuter le projet de ce Département concernant le service civil. Ont pris part à cette conférence : les représentants des Départements militaire, de justice et police, des finances, de l'économie publique, de l'inspectorat fédéral des forêts, de l'état-major de l'armée, du commissariat fédéral des guerres, du bureau des blés indigènes, ainsi que toute une série de représentants de groupes professionnels et de groupes de consommateurs. Les ouvriers étaient représentés entre autres par les rédacteurs du *Volksrecht*, du *Vorwärts* et de la *Berner Tagwacht*.

Le projet du Département militaire prévoit entre autres la création d'un office spécial des améliorations foncières et du travail qui est adjoint au Département militaire. On fera appel tout d'abord aux gens atteints par le chômage, puis aux déserteurs et réfractaires étrangers et à des hommes du landsturm et des services auxiliaires. Un crédit de cinq millions de francs sera ouvert pour couvrir les frais. Ce crédit pourra être augmenté suivant les besoins, par arrêté fédéral.

Le projet contient toute une série de prescriptions concernant l'emploi des déserteurs et réfractaires, qui seront groupés en compagnies spéciales, sous la direction d'officiers suisses. Les déserteurs et réfractaires qui, pour une raison ou pour une autre, ne seront pas appelés, seront soumis à un impôt que l'on prélèvera, pour la première fois, en 1918.

Le projet contient ensuite des dispositions concernant le service civil que le Département militaire est autorisé à créer et à organiser et auquel pourront être soumis tous les Suisses et Suissesses âgés de 14 à 60 ans. En première ligne, on appellera toutes les personnes qui faisaient de l'agriculture, mais qui, depuis le 1er janvier 1912, se sont vouées à une autre occupation. Seront libérées du service civil, dans la règle, toutes les personnes ayant un emploi officiel, occupées dans les écoles, dans les industries travaillant pour l'armée, dans l'agriculture, dans la branche alimentaire ou qui soignent les malades, ainsi que les personnes que leur santé rendrait impropres à ce service. Les autorités politiques des communes auront à décider des personnes qui doivent être appelées et de leur emploi. L'office des améliorations foncières et du travail fera les enquêtes nécessaires, avec l'aide des autorités cantonales, au sujet des employés des entreprises de transport, de l'industrie et du commerce que l'on peut appeler pour le service civil. On fera appel, en première ligne, aux personnes vivant seules.

La commission a discuté ce projet en deux séances. Elle est arrivée à un accord en ce qui concerne l'emploi des chômeurs, des déserteurs et des réfractaires, du landsturm et des hommes des services auxiliaires. En ce qui concerne la question de l'organisation du service civil pour l'agriculture, de grandes divergences se sont manifestées. Les représentants des ouvriers, en particulier, ont exprimé des craintes au sujet de la militarisation de la nouvelle organisation.

Le chef du Département militaire fédéral a nommé, pour discuter définitivement le projet, en vue de l'élaboration d'un projet qui sera soumis au Conseil fédéral une sous-commission composée de MM. Scheurer, conseiller national, Laur, Jäggi, président des Sociétés suisses de consommation, Grimm, conseiller national, Pettavel, conseiller d'Etai, Girsberger, lieutenant-colonel.

La commission tiendra séance cette semaine encore, afin que le projet puisse être soumis aussi rapidement que possible au Conseil fédéral.

De plue en plus fort ! Est-ce que vraiment notre très haut Conseil fédéral envisage ainsi la possibilité de la mobilisation civile imposée à toute la popolatien, ou ne serait-ce là qu'une manœuvre pour souffoquer toute protestation que la classe travailleuse suisse pourrait faire contre les travaux forcés appliqués aux déserteurs et insoumis ?

Quant à nous, lorsqu'une mesure est inique en elle-même, son extension si grande soit-elle, ne saurait nous la faire accepter. Nous protestons de toutes nos forces contre une aussi grave atteinte à cette liberté de travail, dont nos maîtres se sont toujours posés comme défensenrs.

Notre pays n'est pas en guerre et ne saurait justifier une mobilisation de « tous les Suisses et Suissesses âgés de 14 à 60 ans », alors que dans les Etats belligérants aucun gouvernement n'a encore osé en venir là. N'avons-nous pas appris dernièrmente qu'en Autriche le pouvoir avait même dû renoncer à mobiliser les ouvriers travaillant pour l'armement ?

Nous ne savons pas encore quelle a été l'attitude des « représentants ouvriers » au sein de la conférence pour la mobilisation civile, mais il semble bien qu'ils se soient bornés à « exprimer des craintes au sujet de la militarisation de la nouvelle organisation », sans s'opposer au principe même des travaux forcés.

Or, nous demandons qu'à aucun prix on ne laisse supprimer la liberté de choisir un travail et d'en discuter les conditions. Cette liberté se trouve fort limitée dans la pratique, c'est entendu, mais ce n'est pas là une raison pour y renoncer complètement.

Nous avons combattu de tout temps le travail obligatoire, non seulement en régime bourgeois, mais même préconisé pour un régime socialiste.

C'est ainsi que nous nous étions insurgés contre le *travail obligatoire pour tous*, avec *organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture*, contenu dans le Manifeste communiste de Marx et Engels. Voici que nos capitalistes trouvent, comme nous l'avions du reste prévu, que ces *armées* pourraient aussi fort bien leur convenir !

Nous ne nous arrêterons pas à discuter les détails du projet ci-dessus. Leur importance est très secondaire pour nous. Nous voudrions surtout voir le peuple suisse tout entier s'insurger contre le travail forcé et militarisé.

Nous savions fort bien que la guerre devait nous réserver nombre de surprises et ce n'esl peut-être pas encore là la dernière et la plus révoltante. Mais tout de même, à l'arrière, nous avons trop pris l'habitude de laisser faire aussi, sans avoir l'excuse de ceux qui se trouvent sur le front dans une situation particulièrement tragique.

La sous-commission, malgré la présence du *maximaliste* Grimm, ne nous inspire aucune confiance, pas plus que la commission complète d'ailleurs. A quelques détails près, ces messieurs finiront bien par s'entendre, et si opposition il y a, avec rapport de minorité, elle n'aura qu'une portée très restreinte.

La seule, la véritable opposition est celle qui pourrait se faire jour dans la masse, sacrifiée dans cette circonstance comme toujours. Mais un peuple aussi complètement démocratisé que le uôtre ne connaît plus, comme moyen de défense, que le bulletin de vote, aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir si bien écrasé.

La souveraineté, pourtant, dont on nous parle si souvent, devrait consister non pas à obéir perpétuellement, mais à affirmer une volonté populaire, qui ne saurait être que nettement opposée à celle gouvernementale, inspirée par des intérêts absolument contraires aux nôtres.

Et de plus en plus nous arrivons à cette conclusion que le régime démocratique est celui qui amène à faire sanctionner régulièrement par les victimes elles-mêmes les mesures dont elles auront le plus à souffrir.

Referendum, droit d'initiative, élections directes, etc. n'ont abouti en somme, jusqu'à présent, qu'à diminuer les responsabilités des hommes au pouvoir, pour les reverser sur la foule anonyme.

La conclusion, cette fois-ci comme toujours, c'est que *parlementairement* le peuple souverain ne peut qu'être asservi. Voulons-nous garder la liberté qui nous est contestée? Commençons par nier à qui que ce soit le droit d'en disposer et d'en décider à sa guise. Agir autrement, c'est évidemment capituler d'avance.

Où allons-nous? Voilà une quesfion que tous les travailleurs et ceux surtout du Parti socialiste et des fédérations syndicales devraient commencer à se poser, avant qu'il ne soit trop tard !

Car, malheureusement, les masses finissent par s'habituer à tout, même à rester dans les tranchées ! En effet, hien que cela dure depuis trois ans et demi et qu'il n'y ait encore aucune assurance précise d'une fin prochaine, pas de grande révolte. Jusqu'au bout, sans voir ce bout !

Refuser le travail forcé à l'avance, sera beaucoup plus facile que de le supprimer après.

L. B.

Je ne parle pas du tout de la Suisse. Si le monde humain allait mourir, ce n'est pas la Suisse qui le ressusciterait. Passons outre.

Michel Bakounine.

Vient de paraître :

Henry Comte de FITZ-JAMES **La Guerre et l'exploitation de la crédulité**

TROIS CONFÉRENCES — Prix : 50 centimes

Les dix exemplaires : 3 francs.

Joindre à la commande le montant en timbres-poste.

Impr. des U. O., Genève.